

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Gravières d'Alsace Lorraine

route de la Wantzenau - BP3
67720 HOERDT

Références : 0006700073/VB/CE
Code AIOT : 0006700073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement Gravières d'Alsace Lorraine implanté SCHLUNCK ET RUHEPLATZ route de la Wantzenau - 67720 HOERDT. L'inspection a été annoncée le 06/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gravières d'Alsace Lorraine
- SCHLUNCK ET RUHEPLATZ route de la Wantzenau - BP3 - 67720 HOERDT
- Code AIOT : 0006700073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Hoerdtd est autorisée par arrêté du 02/05/2019 pour une durée de 10 ans. L'autorisation concerne l'exploitation de la partie nord-est et d'une partie de la plateforme des installations située au sud du périmètre pour l'extraction de minéraux alluvionnaires. Une plateforme de recyclage de déchets inertes et une plateforme de tri, transit, regroupement de déchets inertes sont également exploitées dans le périmètre de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 3.2	Sans objet
2	Coupes	Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 3.2.2	Sans objet
3	Profondeur d'exploitation - pentes des talus	Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 3.5	Sans objet
4	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 3.3	Sans objet
5	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
6	Accueil de matériaux inertes	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Catégories de déchets acceptés sur site	Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 9.1.1	Sans objet
8	Mesures écologiques d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 2.1.2-C	Sans objet
9	Suivis écologiques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 2.1.2-D	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 19/09/2024 a porté sur :

- les aspects administratifs et le dossier d'exploitation de la carrière et des plateformes de recyclage et de tri-transit de matériaux minéraux inertes ;
- les procédures et le registre d'accueil des déchets minéraux inertes ;
- le défrètement du gisement, le phasage de l'exploitation ;
- les suivis écologiques et les actions de l'exploitant sur les enjeux environnementaux.

L'inspection, sur les constats établis lors de la visite, n'a pas relevé de non-conformité susceptible de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 3.2
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dates de levée ; - le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ; - la dénomination des parcelles cadastrales concernées ; - les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ; - les clôtures ou tout dispositif équivalent ; - les bords de la fouille ; - le périmètre d'extraction ; - les zones particulières de préservation écologique ; - les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ; - les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10 m de profondeur ; - la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans leur voisinage immédiat et en particulier ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ; - les installations de prélèvements d'eau ; - les exutoires de rejets des effluents aqueux ; - l'emplacement exact du bornage ; - l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ; - les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ; - les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ; - les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; - les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Constats : Le plan d'exploitation est présenté sur site, date de levé : 11/12/2023. Les exutoires de rejets des effluents aqueux ne sont pas présents sur le plan. Un piézomètre n'est pas présent sur le plan. Le plan d'exploitation n'appelle pas d'autres remarques de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Coupes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 3.2.2
Thème(s) : Autre, Coupes - pentes des talus
Prescription contrôlée : Des profils sont réalisés tous les ans, dans les zones exploitées (1 profil tous les 100 mètres) et dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds. Elles sont réalisées dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation. Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté, et les pentes des talus existants. Le positionnement de l'exploitant et les éléments justificatifs sont présentés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Les coupes et profils ont été adressés à l'inspection le 04/10/2024. Les levés sont datés du 11/12/2023, les limites d'autorisation et d'extraction sont tracées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Profondeur d'exploitation - pentes des talus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 3.5
Thème(s) : Autre, Profondeur d'exploitation - pentes des talus
Prescription contrôlée : La côte minimale d'extraction est de 80 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction. L'exploitation doit permettre un défruitement maximal du gisement, traversant les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses, sous réserve de la stabilité des berges. Les talus des berges sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de : <ul style="list-style-type: none"> • 1/1,5 pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales ; • 1/10 sur une distance horizontale sous eau d'au moins 20 mètres, mesurée depuis la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones de haut-fond prévues au document d'impact ; • 1/2,5 pour les autres parties.
Constats : Des surcreusements et dépassements, déjà constatés lors de l'inspection du 10/03/2021, sont constatés sur les coupes et profils du 11/12/2023 : <ul style="list-style-type: none"> • CC' : dépassement de la limite de sécurité de 10m ; • DD' : dépassement de la limite de sécurité de 10m ; • FF' : dépassement de la limite de sécurité de 10m ; • JJ' : surcreusement de 60 à 130 mètres, sur une profondeur de 5 mètres environ.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant précise les mesures prises pour prévenir de nouvelles occurrences et les mesures prises ou envisagées pour rétablir la bande de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 3.3
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Le phasage joint en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté. Les travaux sont menés en deux phases de 5 années : <ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 : <ul style="list-style-type: none"> ◦ dragage du plan d'eau actuel dans la partie nord ; ◦ début de l'extraction d'une partie de la zone au droit de la plateforme des installations de traitement. • Phase 2 : <ul style="list-style-type: none"> ◦ fin de l'extraction par dragage d'une partie de la zone au droit de la plateforme des installations de traitement ; ◦ déplacement progressif des installations de traitement ; ◦ finalisation de la remise en état. L'ensemble du gisement aura été exploité jusqu'à six mois avant la fin de l'autorisation. Les travaux de réaménagement seront finalisés au terme de la durée des dix ans d'autorisation.
Constats : L'exploitant indique qu'il exploite actuellement 'à cheval' sur les zones prévues aux phases I et II du plan de phasage prévu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant notifie le retard et, ou l'avance sur la, ou les phases concernées. Il adapte les garanties financières en conséquence : les garanties financières, forfaitaires par phase, sont mises en œuvre pour toute phase entamée et non achevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;

- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol.
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19/04/2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant a adressé le 04/10/2024 le PGDE.
Le document n'appelle pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accueil de matériaux inertes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46

Thème(s) : Autre, Accueil de matériaux inertes

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :

1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent.

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas. Dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

Constats :

L'exploitant a mis en œuvre une procédure d'admission, affichée sur site depuis juillet 2024.

L'exploitant a mis en œuvre le registre électronique des déchets admis sur son site de HOERDT depuis juillet 2024.

Sur le registre présenté par l'inspection, une information n'est pas justifiée par l'exploitant, à savoir les données en colonne "TerreValorisée".

Sur les DAP (documents préalables d'acceptation), une information n'est pas justifiée par l'exploitant, le champ "Qualification du traitement final" prend les valeurs suivantes "Recyclage" (exemple DAP 1539) ou "Valorisation" (ex. DAP 915).

L'exploitant indique dans son message du 04/10/2024 qu'il a demandé, via son service support d'exploitation des éclaircissements sur ces informations.

Sur les bordereaux consultés lors de l'inspection, sur les listings adressés le 04/10/2024, le résultat des contrôles visuels n'est pas rapporté.

L'exploitant indique, dans son message du 04/10/2024 que l'admission et la saisie d'un bordereau est conditionnée par un contrôle visuel conforme, faisant ainsi, selon l'exploitant, office de consignation du contrôle visuel, jusque-là. L'exploitant indique avoir mis à jour sa procédure d'admission :

« En ce qui concerne l'absence du résultat du contrôle visuel dans le registre des admissions de déchets présenté lors de l'inspection, nous avons considéré que si l'agent de bascule accepte les déchets lors de la venue du camion, le contrôle était bon et à défaut de déchets conformes, il renvoyait automatiquement ledit camion. »

Nous avons procédé à une modification de paramètre du système pour que 2 contrôles visuels apparaissent lors de l'apport de déchets sur site. »

Le registre électronique et la procédure d'accueil sur site n'appellent pas d'autre remarque de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise la nature des informations saisies, la qualité de leur restitution dans le registre, et adapte ses procédures pour assurer la conformité de l'admission en tri, transit et regroupement des matériaux inertes admis sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Catégories de déchets acceptés sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 9.1.1

Thème(s) : Autre, Catégories de déchets acceptés sur site

Prescription contrôlée :

17 01 01	béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 02	briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 03	tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 07	mélanges de béton, briques,	Uniquement les déchets de production et de

	tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06	commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 03 02	mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.

Constats :

L'inspection a constaté, sur le registre de l'exploitant, l'accueil de matériaux inertes autres que les matériaux inertes autorisés (déblais terreux, code déchet 17 05 04). Pour le mois de septembre 2024, les quantités sont de l'ordre de 250 T pour un volume d'accueil total de matériaux de 5350 T, soit moins de 5% du volume de l'activité.

L'inspection n'a pas constaté la présence des déchets terreux admis (code 17 05 04) sur l'emprise du site de la carrière G.A.L. de HOERDT, en particulier au droit de la zone d'implantation des activités de tri, transit et regroupement, ni au droit de la zone des activités de traitement des minéraux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures écologiques d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 2.1.2-C

Thème(s) : Autre, Mesures écologiques d'accompagnement

Prescription contrôlée :

Les travaux de réaménagement des berges seront réalisés en dehors de la période de nidification du Bruant des roseaux et de la Rousserolle effarvatte, de septembre à février inclus. À la fin de l'exploitation, la drague, les bandes transporteuses et les bâtiments seront retirés. Pour éviter tout impact sur les oiseaux susceptibles de nicher au niveau des infrastructures, en particulier la Sterne pierregarin, les travaux seront effectués en automne-hiver, en dehors de la période de nidification. Une zone caillouteuse sera créée à la fin de l'exploitation au niveau de la plateforme sud-est. Elle permettra de fournir un habitat aux espèces nichant sur les grèves : petit gravelot et Sterne pierregarin.

Plusieurs mares, permanentes et temporaires, seront créées sur les berges nord-ouest pour accueillir plusieurs espèces d'amphibiens. Deux mares permanentes, d'environ 100 m² chacune, seront créées. La profondeur maximale des mares avoisinera 1 mètre en leur centre. Six à huit mares temporaires seront également créées. Elles mesureront entre 10 et 20 m² chacune avec une profondeur maximale de 0,5 mètre au centre. Elles seront reliées entre elles en réseau par le creusement de petits chenaux.

Quatre hibernacula seront aménagés à proximité des mares créées et autour du plan d'eau.

Deux zones de haut-fond seront créées pour permettre le développement d'une végétation hygrophile au niveau des berges. L'une au niveau de la berge remblayée sur un linéaire de 500 m et la deuxième en bordure de la zone caillouteuse située au sud, sur un linéaire de 100 m.

Deux radeaux à Sternes seront mis en place sur le plan d'eau à la fin de l'exploitation, avant le démantèlement de la drague et en dehors de la période de nidification des sternes (travaux à effectuer de septembre à février inclus). Ces radeaux auront une superficie de 15 m².

Ces mesures sont mises en œuvre conformément au plan présenté en annexe 3.

Les espèces invasives identifiées dans l'emprise de la carrière font l'objet d'un traitement adapté pour assurer leur éradication. Les travaux d'arrachage sont réalisés par des méthodes douces et n'entraînent pas de perturbation des sols. L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Un suivi est mis en œuvre pour s'assurer de l'efficacité du traitement.

Constats :

L'inspection constate lors du parcours de visite du site :

- la présence des mares ;
- la présence des hibernaculums ;
- la présence des radeaux à sternes.

L'exploitant a détaillé les mesures prises pour l'éradication des espèces végétales invasives :

- programme d'identification, de suivi et consignation dans un document interne ;
- campagnes d'éradications ;
- méthode et emplacement de destruction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suivis écologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2019, article 2.1.2-D

Thème(s) : Autre, Suivis écologiques

Prescription contrôlée :

Un suivi des populations de toutes les espèces protégées présentes sur le site et les zones de compensation est à réaliser dans le but de mesurer l'efficacité des mesures mises en place durant les 10 années d'exploitation du site. L'absence d'espèces invasives sur le site est également vérifiée périodiquement.

Pour les Amphibiens, ce suivi est réalisé par un écologue au rythme de :

- 3 suivis nocturnes et 2 diurnes par an répartis sur la période d'activités des amphibiens à T0, T+2, puis tous les 3 ans jusqu'au terme de l'activité. Pour les Oiseaux, les Reptiles et les Mammifères terrestres, les inventaires sont réalisés entre juin et juillet au rythme de :

- un suivi diurne comprenant 4 journées à répartir sur l'année par an pendant 3 ans (T0 à T+2) ;

- un suivi diurne comprenant 4 journées à répartir sur l'année, tous les 3 ans (T+5, T+9), et 1 suivi à T+10.

Les résultats des suivis faunistiques sont retranscrits dans un rapport d'expertise qui comportera une liste des espèces rencontrées (en plus des espèces cibles), une cartographie d'occupation de l'espace, une évaluation des populations en place, la localisation des espèces nicheuses, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place. Les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL Grand Est sous format informatique compatible avec le standard régional Grand Est disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est, ou à défaut la version 1.2.1. du standard national occurrence de taxon. Les données sont fournies avec une géo-localisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages avec le statut de données publiques. Cette transmission est réalisée au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le dossier des suivis par les écologues spécialisés.

L'exploitant indique prendre en compte les observations sur les espèces végétales invasives portées aux rapports de suivis par l'écologue missionné pour le suivi des amphibiens.

L'exploitant a présenté à l'inspection les actions, procédures et registres qu'il a mis en œuvre en interne pour la lutte contre les espèces invasives.

Les suivis et mesures n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

